

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

Université de Franche-Comté

Maison de l'Université

1, Rue Goudimel

25030 Besançon

Tel : 03.81.66.50.79

Service.marches@univ-fcomte.fr

MARCHÉ PUBLIC

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT

CCAP n° 23.017 du 08/06/2023

OBJET DE LA CONSULTATION

MACHINE DE DECOUPE LASER FEMTOSECONDE

***Procédure de Consultation utilisée :** Appel d'Offres Ouvert en application des articles L2124-2, R2124-1, R2161-2 du code de la commande publique.*

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Jeudi 31 aout 2023 à 12h00 (heure de Paris)

SOMMAIRE

Section I

Acheteur Public

1.NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR PUBLIC	3
2.ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES PEUVENT ETRE OBTENUES	3
3.ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE LES DOCUMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS	3
4.ADRESSE A LAQUELLE LES OFFRES/DEMANDES DE PARTICIPATION DOIVENT ETRE ENVOYEEES.....	3
5.TYPE D'ACHETEUR PUBLIC	4

Section II

Objet du marché

1.OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
2.CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.QUANTITE A FOURNIR	5
4.DUREE DU MARCHE OU DELAI D'EXECUTION	6
5. FORMATION.....	6

Section III

Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

1.CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE.....	7
2.CONDITIONS DE PARTICIPATION - PIECES ADMINISTRATIVES	7
3.CONTENU DES OFFRES	8
4.CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES.....	9
5.RENSEIGNEMENTS DIVERS	9

Section IV

Procédure

1 - TYPE DE PROCEDURE	10
2 - CRITERES D'ATTRIBUTION	11
3 - REMISE D'ECHANTILLONS OU DE MATERIELS DE DEMONSTRATION	11
4 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF.....	11

Section I Acheteur Public

ARTICLE 1 : NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR PUBLIC

Université de Franche-Comté – Madame la Présidente
1, rue Claude Goudimel - 25030 BESANCON Cedex
☎: 03.81.66.66.66
Adresse Internet (URL) www.univ-fcomte.fr

ARTICLE 2 : ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES PEUVENT ETRE OBTENUES

a) Pour les renseignements administratifs :

Université de Franche-Comté – Maison de l'Université
Amandine DEMOULIN - Rédactrice de marchés publics
Direction des affaires financières
1, rue Claude Goudimel –
25030 BESANCON Cedex
☎: 03.81.66.50.79
Courrier électronique : service.marches@univ-fcomte.fr

b) Pour les renseignements techniques :

Université de Franche-Comté
M. Guillaume LAURENT
UFC Sciences et Techniques
Institut FEMTO-ST/AS2M
24 rue Alain Savary
25 000 BESANON
☎ : 03.81.40.28.08
Courrier électronique : guillaume.laurent@ens2m.fr

ARTICLE 3 : ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE LES DOCUMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS

La même qu'au point 2 a) ☒

ARTICLE 4 : ADRESSE A LAQUELLE LES DEMANDES DE PARTICIPATION DOIVENT ETRE ENVOYEES

Les offres doivent **obligatoirement être retournées par voie dématérialisée via le profil acheteur PLACE** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission des offres par un autre moyen n'est pas autorisée. Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant **la date et heure limite de réception des offres fixée au *** avant 12h00 (heure de Paris).**

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.
Le pli doit contenir les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles,

Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le dossier de consultation des entreprises.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature par les parties. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

ARTICLE 5 : TYPE D'ACHETEUR PUBLIC

- ☐ Etat
- ☐ Collectivité territoriale
- ☒ Autre (*préciser*) EPSCP – *Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel*

Section II

OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

1.1- Description / objet succinct du marché

L'Institut FEMTO-ST de l'Université de Franche-Comté souhaite s'équiper d'une machine de découpe laser femtoseconde pour développer de nouveaux microrobots et micro-actionneurs. Le matériel sera mis à disposition des membres de FEMTO-ST et plus largement au travers du Centre de Micro et Nano Robotique.

Les spécificités techniques minimales sont décrites dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières joint.

→ Ce marché ne sera pas alloté car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.2 – Nomenclature communautaire (code C.P.V.) :

- CPV : 42600000-2 : Machines-outils
- CPV : 42610000-5 : Machines-outils à laser et centre d'usinage
- CPV : 42611000-2 : Machines-outils à usage spécifique

1.2 – Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats devront obligatoirement chiffrer les options suivantes séparément :

- Deux axes XY

Deux axes XY commandés par la machine permettant l'usinage de pièces jusqu'à 300 mm.

- Un axe rotatif

Un axe rotatif horizontal commandé par la machine et un mandrin permettant l'usinage de tubes jusqu'à 15 mm de diamètre.

- Autofocus

Système d'autofocus pouvant s'adapter automatiquement en phase d'usinage en fonction de la profondeur de la découpe ou de la gravure.

L'intégralité des coûts sera prévue dans l'offre, aucune facture supplémentaire ne pourra être envoyée. Ces options doivent être obligatoirement chiffrées et doivent apparaître sur l'acte d'engagement page 18 du présent document.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non cette option. Le candidat en sera informé lors de l'attribution du marché.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1- Description de la procédure

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert décrite par les articles L2124-2, R2124-1, R2161-2 du code de la commande publique.

2.2 - Lieu d'exécution et de livraison des fournitures

Université de Franche-Comté
M. Guillaume LAURENT
UFC Sciences et Techniques
Institut FEMTO-ST/AS2M
24 rue Alain Savary
25 000 BESANON
☎ : **03.81.40.28.08**

Courrier électronique : guillaume.laurent@ens2m.fr

2.3 - Les variantes seront elles autorisées ?

☒ non ☐ oui

2.4 – Visite sur site

Sans objet.

2.5 - Modifications de détails au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des renseignements complémentaires au cahier des charges. Les candidats devront alors répondre sur la base du cahier des charges modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 3 - QUANTITE A FOURNIR

3.1 - Quantité globale :

- Machine de découpe laser femtoseconde
- Interface de pilotage
- Prestations de garantie, maintenance et formation associées

3.2 - Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement en application de l'article R 2122-4 du code de la commande publique). Description et indication du moment où ils seront passés (si possible).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article R 2122-2 du code de la commande publique de recourir à l'utilisation de la procédure négociée en cas d'infructuosité de l'appel d'offres déclarée lors de la commission d'attribution de l'un des deux lots.

Il pourra être passé un ou des marchés complémentaires « renouvellement partiel ou compléments(s) limité(s) » à des compléments ou extensions non connus à ce jour, dans les conditions fixées par l'article

R 2122-4 du code de la commande publique. La durée de ces marchés complémentaires ne pourra dépasser trois (3) ans.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION :

Les matériels prévus par le marché devront être livrés impérativement dans un délai de **9 (neuf) mois maximum**, à compter de l'envoi via la plate-forme PLACE, du courrier de notification.

- Délais de base

Le délai d'exécution de l'ensemble des prestations est stipulé à l'acte d'engagement.

- Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'exécution du marché démarre à compter de la date de réception par le titulaire de la lettre de notification (Envoyée via la plate-forme PLACE.)

ARTICLE 5 - FORMATION :

Une formation à l'utilisation de l'équipement et aux logiciels pour 6 personnes devra être organisée par le Titulaire sur le site d'installation, par du personnel parlant parfaitement français.

Cette formation se fera sur site. Les dates de ces formations seront fixées en accord entre FEMTO-ST et le Titulaire dans un délai de 2 mois maximum.

Le coût de cette formation sera inclus dans l'offre du candidat et ne pourra pas faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

SECTION III

Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

ARTICLE 1. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

1.1 - Cautions et garanties exigées (*le cas échéant*)

Sans objet

1.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références des dispositions applicables (*le cas échéant*)

Le financement direct du prix s'effectue sur le budget de l'Université. Paiement par virement administratif dans un délai global de 30 jours prévu par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 et dans les conditions prévues par les articles R2191-3 à R2191-31 du code de la commande publique.

1.3 - Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services attributaire du marché (*le cas échéant*) :

Groupement solidaire

ARTICLE 2. CONDITIONS DE PARTICIPATION : PIECES ADMINISTRATIVES : CRITERES DE SELECTION.

Renseignements concernant la situation propre de l'entrepreneur / du fournisseur/ du prestataire de services, justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique visés, renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité professionnelle, technique et financière minimale requise :

PIECES ADMINISTRATIVES (ARTICLES R2143-11 A R2144-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

- **La lettre de présentation de la candidature** (*imprimé DC1* joint au dossier de consultation) dûment datée et signée comprenant :
 - le nom et l'adresse du candidat ;
 - le nom de la personne habilitée à engager le candidat, avec le cas échéant, le pouvoir du signataire ou l'habilitation du mandataire.
- **La déclaration du candidat** (*imprimé DC2* joint au dossier de consultation) dûment renseignée déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- **La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;**
- **Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;**

En cas de présentation des candidatures sous forme de groupement chaque membre du groupement joindra les documents candidatures le concernant.

- **Les certificats annuels :**

En application des articles R 2144-2 à R 2144-7 du code de la commande publique, le contrat ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci a produit dans le délai imparti par l'université de Franche-

Comté, les certificats et attestations mentionnés ci-dessous :

- Les pièces prévues à l'article D.8222-5 ou à l'article D.8222-7 à 8 du Code du Travail, ou attestation dûment signée.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au titre de l'année précédant la consultation.

Si le candidat ne s'acquitte pas de cette formalité, dans le délai imparti, le marché sera attribué au candidat suivant.

Remarque :

Les candidats ont la faculté de remettre les pièces mentionnées au présent article dès l'envoi de leur candidature et de leur offre.

Les modèles de formulaires DC1, DC2 dont l'usage est recommandé sont disponibles sur le site suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Les candidats ont également la possibilité de remplir le **DUME** (document unique de marché européen).

Le document unique de marché européen (DUME) **est un formulaire par lequel les entreprises déclarent leur statut financier, leurs capacités et leur aptitude à soumissionner à une procédure de marché public.**

- Grâce au DUME, les soumissionnaires ont la possibilité de ne plus fournir de justificatifs ni les différents formulaires utilisés auparavant dans le cadre de procédures de passation de marchés publics (DC1 et DC2).

Depuis octobre 2018, le DUME est uniquement disponible sous format électronique.

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Dans le cadre de la **règlementation en matière de lutte contre le travail dissimulé**, et conformément aux articles R 2143-3 à R 2143-10 du code de la commande publique, le candidat devra fournir tous les six mois, à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, soit une **attestation URSSAF** établissant qu'il s'acquitte de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement de ses cotisations sociales.

L'Université de Franche Comté met à votre disposition la plateforme en ligne **e-Attestations.com** afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'**e-Attestations.com** est **gratuite** et vous permettra d'y déposer régulièrement, et en toute **sécurité**, les attestations et documents demandés par **L'Université de Franche Comté** durant l'exécution de vos marchés.

ARTICLE 3-CONTENU DES OFFRES

Les documents constituant le dossier de consultation sont :

- ***L'offre du candidat datée et signée sous forme d'un devis***

- ***L'acte d'engagement et ses annexes A, B et C***


(à compléter, dater et signer par la personne habilitée à représenter l'entreprise),


Il est demandé que même en cas de groupement d'entreprises les réponses sur l'acte d'engagement et les annexes soient globalisées et que soit désigné un intervenant unique ;


- **le cahier des clauses administratives particulières** (C. C. A. P. n° 23.017 du 8 juin 2023) accepté, daté et signé par la personne habilitée à représenter l'entreprise (sans modification).
- **Le présent règlement de la consultation et son annexe n°1**
- **Le cahier des clauses technique particulières (C.C.T.P)**
- **Les annexes A, B et C à l'acte d'engagement** relatives à la maintenance, à la garantie et à la formation.

- *Tout document que les candidats jugeront utiles à la compréhension de leur offre.*

 **Tous ces documents devront être fournis en ORIGINAL sans aucune modification.**

 Les dossiers remis après la date limite de réception des offres **ne seront pas retenus pour l'analyse et seront retournés à leur auteur.**

 Chaque candidat doit présenter un dossier conforme au Dossier de Consultation des Entreprises et dans les conditions inscrites au règlement de consultation.

 Les remarques éventuelles devront faire l'objet **d'un document distinct**. L'Administration se réservant le droit de ne pas en tenir compte, si elle juge qu'elles peuvent être cause d'inégalité entre les candidats soumissionnaires.

ARTICLE 4- CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES

Les offres doivent **obligatoirement être déposée par voie dématérialisée via le profil acheteur PLACE** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission des offres par un autre moyen n'est pas autorisée.

Pour la procédure dématérialisée : se reporter à l'annexe A au présent règlement de consultation.

ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS DIVERS

5-2 UNITE MONETAIRE

L'unité monétaire est l'EURO.

Toute offre présentée dans une autre monnaie sera rejetée.

5-3 LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les litiges pouvant survenir à l'occasion du présent marché sont soumis au Tribunal Administratif de BESANCON.

Section IV- Procédure

ARTICLE 1 : TYPE DE PROCEDURE

- | | |
|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Appel d'offres ouvert | <input type="checkbox"/> Négociée accélérée (<i>en cas d'urgence</i>) |
| <input type="checkbox"/> Appel d'offres restreint | <input type="checkbox"/> Dialogue compétitif |
| <input type="checkbox"/> Appel d'offres restreint accéléré | <input type="checkbox"/> Conception - réalisation |
| <input type="checkbox"/> Négociée | <input type="checkbox"/> Concours |

ARTICLE 2 : CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous

CRITERES	PONDERATION	ELEMENTS D'APPRECIATION
Qualité de la tête laser femtoseconde	40%	<ul style="list-style-type: none"> • Puissance • Taille du spot • Surface de balayage • Résolution • Répétabilité • Linéarité
Prix	30%	<p>Le candidat qui proposera l'offre la moins onéreuse obtiendra la note maximale selon la formule suivante :</p> <p>P1=prix le plus bas (30 pts) P2=prix (P1/P2x30 pts) P3=prix (P1/P3x30 pts)...</p>
Qualité de l'interface utilisateur	20%	<ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnalités • Programmation • Réglages • Formats de fichier CAO • Retour visuel (caméra) • Recalage
Qualité du SAV et de la formation proposés	10 %	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité de la maintenance • Qualité du support technique • Qualité de la formation

ARTICLE 3 : REMISE D'ECHANTILLONS OU DE MATERIELS DE DEMONSTRATION

☒ non ☐ oui

ARTICLE 4 : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF :

 **Date limite de réception des offres :**

Jeudi 31 aout 2023 à 12h00 (heure de Paris)

Les offres doivent **obligatoirement être déposée par voie dématérialisée via le profil acheteur PLACE** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La procédure dématérialisée est décrite dans l'annexe n° 1 au règlement de la consultation.

Signature du candidat (Responsable de la Société) précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Date :